SECURITE ET INTEGRITE TERRITORIALE

**Goma, cet enjeu majeur à maîtriser**

L’une des belles villes côtières de la RD Congo vue de la terre ou des eaux du lac Kivu qui la bordent, Goma, accueille les 18 et 19 décembre 2017 la 6ème conférence des Gouverneurs des provinces, initialement prévue en septembre dernier.

Il y est question, certes, de gestion politique, économique et sociale des entités provinciales, mais aussi de la situation sécuritaire.

Pour le Nord Kivu particulièrement, une attention spéciale sera certainement réservée à l’insécurité entretenue par des groupes armés nationaux et étrangers – dont les fameux ADF, FDLR et autres LRA, surtout après les derniers événements survenus sur le pont de la rivière Semuliki avec la mort au combat de 14 Casques Bleus du contingent tanzanien de la Monusco.

La veille de cette conférence, le Chef de l’Etat avait reçu à Kinshasa, Jean-Pierre Lacroix, chef du département des opérations de maintien de la paix des Nations-Unies, en séjour sur le sol rd congolais à la suite de ces événements.

Au sortir de l’audience, l’hôte du Président Joseph Kabila a déclaré qu’en compagnie du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations-Unies, Maman Sidikou qui l’avait accompagné à l’audience présidentielle, ils ont « *parlé bien entendu de l’incident très grave qui a eu lieu à Semuliki et qui a coûté la vie à 14 soldats de la paix des Nations unies. Le président de la République a réitéré ses condoléances aux Nations unies (…)* ». Très sensibles, ils ont présenté aussi celles de l’Onu à la suite du décès d’un élément Fardc. Et de poursuivre : « *Nous sommes prêts, nous sommes en soutien comme le veut notre mandat et disposés à agir en pleine concertation* ».

Insistant sur l’impératif du travail collectif entre les protagonistes, en l’occurrence les forces gouvernementales congolaises et la Mission onusienne, Jean-Pierre Lacroix a souligné « *la dimension régionale du phénomène des groupes armés particulièrement ceux qui sont actifs dans le Nord-Kivu, particulièrement les ADF*», précisant au passage que «*la concertation, le travail collectif avec les pays de la région sont également des éléments très importants* ».

**Brigade intégrée ou brigade autonome ?**

Pour ceux qui l’ignorent ou ne s’en souviennent plus, la Brigade spéciale de la Monusco avait été mise sur pied en vue de contrer l’activisme militariste du M23, et cela après le constat amer de l’incapacité du contingent traditionnel de la Monusco à neutraliser cette engeance terroriste.

Au sommet de la CIRGL à Kampala en 2013, puis à New York au siège des Nations-Unies le Président Joseph Kabila, appuyé par quelques-uns de ses pairs, avait présenté et défendu un vigoureux plaidoyer pour la constitution d’une brigade autonome de la Monusco avec comme pays contributeurs de troupes, des Etats-membres de la SADC. C’était plus rassurant, fort de l’expérience de la coalition Angola-Zimbabwe-Namibie pendant la « première guerre mondiale africaine » du 2 août 1998 alors que d’autres chefs d’Etat de la région, soutenus par les traditionnels « décideurs » occidentaux, préféraient une brigade intégrée.

Les adversaires d’une Brigade autonome ne voulaient pas assister à une démonstration de force susceptible de discréditer la Mission onusienne si jamais cette brigade autonome venait à s’avérer plus performante sur le terrain. Ce qui est manifestement le cas aujourd’hui, de sorte que la Monusco peine plus que jamais à justifier son utilité dans sa forme éléphantesque et budgétivore actuelle.

**Torpeur à la Monusco**

Les observateurs avertis auront l’auront noté après la neutralisation du M23 en octobre 2013 : la Monusco s’est réinstallée dans la torpeur, alors que les groupes armés étrangers et rd congolais reprenaient du poil de la bête au nez et à la barbe des experts onusiens qui se sont transformés en « comptables des statistiques macabres » pour reprendre l’expression d’un sécurocrate congolais.

La réalité est que la question de la neutralisation des groupes armés étrangers remonte à la signature de l’Accord de Lusaka en juillet 1999. Un accord essentiellement axé, selon son chapitre VIII, sur la force onusienne de maintien de la paix à déployer en RD Congo. Au point 8.2.2. relatif au rétablissement de la paix, cette force est chargée en priorité de «*traquer et de désarmer les groupes armés*», groupes du reste clairement cités : ex-FAR, ADF, LRA, UNRF II, milices Interahamwe, FUNA, FDD, WNBF, NALU et UNITA.

Cela fait près de vingt ans que la force onusienne (hier Monuc, aujourd’hui Monusco) ne parvient pas à s’assumer pleinement dans cette charge première. Pire, lorsque la partie congolaise sollicite la réduction de ses effectifs pour une meilleure adaptation à la nature des menaces sécuritaires auxquelles les populations congolaises sont confrontées, c’est la levée des boucliers en Occident. Pas plus tard que le 23 septembre 2017, dans son discours à la 72ème assemblée générale ordinaire de l’Onu à New York, le Président Joseph Kabila y est revenu en faisant observer qu’« *il est clair que près de vingt ans après son déploiement, la force onusienne ne peut nourrir l'ambition de rester indéfiniment dans mon pays, ni d'y exercer son mandat avec le même format et sans tirer les leçons des faiblesses constatées*». Il a même plaidé pour le «*redimensionnement de la force de la MONUSCO au regard de missions devenues dynamiques et la réorientation des moyens ainsi dégagés vers la satisfaction de nos besoins de développement* ».

**Statu quo**

Résultat : statu quo. Le lâche assassinat des Casques Bleus par des présumés ADF en est la parfaite illustration.

Le plus dur est qu’au même moment, c’est le Nord Kivu qui voit sa jeunesse récupérée dans un enjeu politique et diplomatique dont elle ne saisit nullement la dimension réelle, et avec elle une Opposition plutôt politiquement inconséquente et revancharde qui paraît ne pas comprendre que combattre dans ces conditions le Gouvernement revient en fait à faire le lit des groupes armés manifestement « protégés » par des officines mercantilistes sans foi ni lois en Occident.

La question soulevée est bien celle de l’intérêt que représente cette partie du pays : jamais un responsable onusien ou simplement occidental en séjour au Congo, même pour une petite heure, ne s’arrête dans le grand Nord-Kivu, sauf dans la forteresse que constitue Goma, siège des institutions provinciales. C’est que le Nord Kivu – c’est juste une supposition – est un gros enjeu pour la nouvelle carte congolaise. Un enjeu plus important – c’est encore une supposition – que le Katanga cuprifère, le Kasaï diamantifère ou le Kongo central maritime.

Le Nord Kivu représente donc un enjeu majeur à maîtriser absolument avant qu’il ne soit trop tard.

**Omer Nsongo die Lema avec Le Maximum**